

DEKRA Industrial SAS  
AGENCE HAUTS DE FRANCE  
Rue Pierre et Marie Curie  
Zone Artisanale du 14 juillet  
62223 ST LAURENT BLANGY  
Tel : 03.20.16.33.90

**Maître d'ouvrage :**  
**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES**  
**123 Rue Nationale**  
**59800 LILLE**



## **BAPAUME - MISE EN ACCESSIBILITE DU CENTRE DE DETENTION**

Ouvrage(s) : | Centre de détention

### **Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Avant projet détaillé**

<b>Maître d'Ouvrage :</b>	DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES 123 Rue Nationale 59800 LILLE
Mission concernée :	Hand, L*, LE, P1, PS, SEI*
Nature des travaux :	Travaux de mise en accessibilité

#### **Etabli par :**

LUCIE CAFFE

Ingénieur généraliste



Référence : **5431538A/1**

Nombre de pages : 38

Date : 23 juin 2025

Nota : Se reporter également au rapport complémentaire relatif aux Installations Electriques



\* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC  
Accréditation n° 3-105  
Liste des implantations et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

DEKRA Industrial SAS.  
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1  
[www.dekra-industrial.fr](http://www.dekra-industrial.fr) - N°TVA FR 44 433 250 834  
SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



## **SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>DONNÉES GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU RAPPORT .....	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS .....	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION .....	4
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT .....	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS .....	6
1.6	CLASSEMENT .....	6
1.7	FORMULATION DES AVIS .....	8
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS .....	9
<b>2</b>	<b>AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....</b>	<b>10</b>
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS .....	10
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	13
2.3	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	14
2.4	SECURITE DES PERSONNES EN CAS DE SEISME.....	18
2.5	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE.....	19
2.6	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES .....	29



---

# 1 DONNÉES GÉNÉRALES

---

## 1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Hand + L + LE + P1 + PS + SEI de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

## 1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

### DONNEUR D'ORDRE

**DIRECTION INTERREGIONALE DES  
SERVICES  
123 Rue Nationale  
59800 LILLE**

### MAITRE D'OUVRAGE

**DIRECTION INTERREGIONALE DES  
SERVICES  
123 Rue Nationale  
59800 LILLE**

### MAITRE D'ŒUVRE

**SCME  
Bureau d'études Second Oeuvre  
et Lots Techniques  
12 ZA Les Alouettes  
62223 ST NICOLAS LES ARRAS**



## 1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** **Chemin des Anzacs  
62450 BAPAUME**
- **Nature et objet des travaux :**

### Résumé du programme de travaux

L'objectif des travaux est de rendre le centre de détention de BAPAUME conforme vis-à-vis de la réglementation accessibilité.

Les travaux sont essentiellement localisés au rez-de-chaussée sur une partie des bâtiments et au R+1 dans le bâtiment socio-éducatif afin de permettre l'accès à l'espace bibliothèque, salles de classe et salle informatique.

### Description du site

**Zone sismique :** Zone 2

### Description des bâtiments

**Centre de détention**

<b>Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée :</b> 3
---

- **Caractéristiques des ouvrages :**

### Conditions d'accessibilité et desserte :

Les conditions d'accessibilité de l'établissement sont existantes et non modifiées par les travaux.

### Description et isolement par rapport aux tiers :

L'isolement au tiers est existant et non modifié dans le cadre des travaux.



## ➤ Classement des locaux

### Locaux à risques particuliers :

Incendie	Non concerné par les travaux
Explosion	Sans objet
Choc électrique	Sans objet

### Installations classées :

Néant

## 1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

La mission SEI est réalisée suivant l'Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.

La mission HAND est réalisée suivant l'arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées.



➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Nota: Les diagnostics parasites du bois, les repérages amiante et les diagnostics plomb avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle technique construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978 (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005).  
Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.

## 1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ **Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux**

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.

## 1.6 CLASSEMENT

### Centre de détention

**Etablissement recevant du public :**

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : oui

**Etablissement recevant des travailleurs :**

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible se situe à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

**Classement incendie :**

Source de classement : Notice de sécurité

**Effectifs : Total = 600**

Désignation ou niveaux	Mode de calcul	Public	Personnel	Cumul
Ensemble des bâtiments	Déclaratif	600	0	600

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : oui

Date de dépôt (PC,AT,...) : 23/05/2025

**Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :**

Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti existant.

Etablissement recevant des travailleurs situé dans un cadre bâti existant.

Voirie publique existantes.

**Classement du bâtiment vis-à-vis du risque sismique :**

Catégorie d'importance : IV





## 1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.  
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**  
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**  
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**  
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**  
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**  
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



## 1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
CD BAPAUME - AT10 - Notice d'accessibilité 23-05-25	
CD BAPAUME - AT3 - Notice sécurité 23-05-25	
CD BAPAUME - CERFA 13824-04 à signer	
CD BAPAUME - Dossier Demande Autorisation de Travaux	
CD BAPAUME - Plan de Circulation R+1	
CD BAPAUME - Plan de Circulation RDC	
CD Bapaume APD Descriptif estimatif 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 01 Circulation RdC 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 02 Circulation R1 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 03 AF 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 04 PEP 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 05 PARL 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 06 SE 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 07 SG 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 08 GYM 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 09 ACT 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 10 BATC 02-06-25	
CD Bapaume APD plan 11 BATF 02-06-25	
CD Bapaume APD Planning prévisionnel 02-05-25	
CD Bapaume APD Présentation matériel 02-05-25	



## 2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

### 2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
<b>ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE</b>			
<b>Analyse par missions</b>			
1	Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage	Le diagnostic de l'état des structures existantes ne nous a pas été transmis.	S
2	Plans et notes justificatives des ouvrages renforcés – ouvrages finalisés	Tous travaux impactant les structures existantes devront être justifiés par plans et notes de calculs.	S
<b>Trame Ouvrages à risques importants</b>			
3	Eléments de protection visant à limiter le risque de chute	Concernant les garde-corps, il conviendra de nous transmettre : <ul style="list-style-type: none"><li>- les plans indiquant les caractéristiques géométriques des garde-corps,</li><li>- la fiche technique des garde-corps,</li><li>- les plans d'exécutions (comprenant les fixations),</li><li>- les fiches techniques et note de calculs des fixations,</li><li>- le PV des garde-corps,</li><li>- le test d'arrachement des structures support des garde-corps.</li></ul>	S
<b>Analyse par ouvrages et éléments d'équipements</b>			
4	Structure verticale en béton et maçonnerie (poteaux ; voiles ; poutres-voiles, acrotères)	Les renforcements de structures par plats carbone devront être justifiés. Les démolitions et renforcements de structures pour la création d'un élévateur PMR devront être justifiés. Le non renforcement des structures lors de la création de découpe dans les voiles béton au niveau de l'accès à la bibliothèque sera à justifier par le bureau d'étude et non par le bureau de contrôle.	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
5	Cloisons (distribution - doublage)	<p>Les parois en carreaux de plâtre ne sont pas admises dans les locaux classés EB+ collectifs (sanitaires).</p> <p>Au niveau de la salle de sports Euronef, les cloisons en plaque de plâtre hydro sont admises uniquement si un revêtement carrelage est mis en oeuvre jusqu'au plafond. Même remarque pour tous les WC en plaque de plâtre hydro.</p> <p>Le classement des cellules en fonction de leur hygrométrie sera à nous préciser. Au niveau de l'emprise douche sans ressaut les cloisons en carreaux de plâtre ne sont pas autorisées.</p>	D
6	Revêtements muraux	La fiche technique de la peinture devra nous être communiquée.	S
7	Garde-corps	Les garde-corps devront respecter les normes NF P 01-012 et NF P 01-013.	S
<b>RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE</b>			
<b>Arrêté du 18 Juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.</b>			
8	<p>➤ Article 4 Matériaux et éléments de construction</p> <p>Classement de réaction ou résistance au feu au moins égal aux classements fixés dans la suite du présent règlement</p>	Les PV de réaction au feu des matériaux seront à nous communiquer pour avis.	S
<b>ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES</b>			
<b>Article R. 111-19-5 du Code de la construction et de l'habitation et Arrêté du 29 octobre 2016 - Accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires existants</b>			
9	GENERALITES	Il est à noter que certains points de la réglementation, visant notamment les handicaps sensoriels, ne font pas encore l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis correspondants portés au présent rapport sont donc établis selon l'appréciation propre du contrôleur, au vu des dispositions présentées, sans	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
		préjuger d'interprétation contraire.  Nous attirons votre attention sur les valeurs dimensionnelles indiquées dans le présent rapport qui sont des valeurs limites : minimales (exemple: largeur de passage, etc.) ou maximales (exemple : degré des pentes, etc.). En conséquence, <b>nous conseillons d'intégrer une tolérance à la conception pour tenir compte des aléas de la réalisation afin d'être assuré du respect de ces valeurs limites réglementaires à l'issue de l'exécution.</b> Nous rappelons que seule la mesure sur l'ouvrage fini comptera.	
10	➤ GENERALITES Dérogations obtenues	<b>L'accord de la commission d'accessibilité sur les dérogations demandées devra nous être communiqué.</b>	S
11	➤ Art. 15 REVETEMENTS DES SOLS, MURS ET PLAFONDS  <b>Aire d'absorption équivalente des matériaux situés dans les parloirs et les circulations les desservant : représente au moins 25% de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil et à l'attente des visiteurs</b>	<b>Les fiches techniques avec les qualités acoustiques des revêtements et éléments absorbants participant au confort phonique des parloirs et des circulations les desservant seront à nous transmettre.</b>	S
12	➤ Art. 18 SANITAIRES ➤ <i>Caractéristiques dimensionnelles</i>  <b>Espace d'usage : accessible par une personne en fauteuil roulant et situé latéralement à la cuvette en dehors du débattement de porte</b>	<b>Un espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m doit être présent au droit de la cuvette. Non présent sur certains sanitaires.</b>	D



## 2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
<b>Définition générale de la mission</b>	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
<b>Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage</b>	<b>Le diagnostic de l'état des structures existantes ne nous a pas été transmis.</b>	S
<i>EXAMEN DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT</i>		
<b>Plans et notes justificatives des ouvrages renforcés – ouvrages finalisés</b>	<b>Tous travaux impactant les structures existantes devront être justifiés par plans et notes de calculs.</b>	S



## 2.3 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Trame Ouvrages à risques importants

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><b>OUVRAGES A RISQUES IMPORTANTS</b></p> <p>Eléments de protection visant à limiter le risque de chute</p>	<p>L'analyse du projet a permis d'identifier les ouvrages présentant des risques significatifs pour l'opération. Ces ouvrages vont constituer la base de notre plan d'intervention. Notre analyse repose sur les données actuellement disponibles et pourra être ajustée en fonction des évolutions du projet et des décisions prises lors de la phase d'exécution par les différents intervenants.</p> <p><b>Concernant les garde-corps, il conviendra de nous transmettre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les plans indiquant les caractéristiques géométriques des garde-corps,</li><li>- la fiche technique des garde-corps,</li><li>- les plans d'exécutions (comprenant les fixations),</li><li>- les fiches techniques et note de calculs des fixations,</li><li>- le PV des garde-corps,</li><li>- le test d'arrachement des structures support des garde-corps.</li></ul>	<p>S</p>



## Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS DISSOCIABLES OU INDISSOCIABLES</i></p> <p><b>Définition générale</b> suivant la norme NF P 03-100</p> <p>Obligation des acteurs de l'acte de construire</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p> <p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.</li><li>2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.</li><li>3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.</li><li>4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).</li></ul>	<p>PM</p> <p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Expression des avis sur l'ouvrage</b>	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM
<b>OSSATURES EN ELEVATION</b>		
<b>Structure verticale en béton et maçonnerie (poteaux ; voiles ; poutres-voiles, acrotères)</b>	<p><b>Les renforcements de structures par plats carbone devront être justifiés.</b></p> <p><b>Les démolitions et renforcements de structures pour la création d'un élévateur PMR devront être justifiés.</b></p> <p><b>Le non renforcement des structures lors de la création de découpe dans les voiles béton au niveau de l'accès à la bibliothèque sera à justifier par le bureau d'étude et non par le bureau de contrôle.</b></p>	S
<b>ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS</b>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Cloisons (distribution - doublage)	<p>Les parois en carreaux de plâtre ne sont pas admises dans les locaux classés EB+ collectifs (sanitaires).</p> <p>Au niveau de la salle de sports Euronef, les cloisons en plaque de plâtre hydro sont admises uniquement si un revêtement carrelage est mis en oeuvre jusqu'au plafond. Même remarque pour tous les WC en plaque de plâtre hydro.</p> <p>Le classement des cellules en fonction de leur hygrométrie sera à nous préciser. Au niveau de l'emprise douche sans ressaut les cloisons en carreaux de plâtre ne sont pas autorisées.</p>	D
Revêtements de sol	<p>L'indice de glissance du carrelage à mettre en oeuvre en douche sera à nous transmettre. Il devra répondre à la norme NF P 05-011.</p> <p><i>Dispositions favorables :</i> Mise en place d'un revêtement de sol souple dans les sanitaires PMR hommes et femmes classé U4 P3.</p>	F
Revêtements muraux	<p>La fiche technique de la peinture devra nous être communiquée.</p>	S
Garde-corps	<p>Les garde-corps devront respecter les normes NF P 01-012 et NF P 01-013.</p>	S
Plomberie		F





## 2.5 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE

**Arrêté du 18 Juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.**

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
PREAMBULE	<p>Les établissements visés par le présent règlement doivent répondre à un impératif de sûreté ne permettant pas l'évacuation rapide des personnes. Du point de vue de la sécurité des personnes en cas d'incendie, cet impératif de sûreté se traduit par des facteurs aggravants tels l'inaccessibilité des façades aux moyens de secours et de lutte contre l'incendie et l'entrave à la libre circulation des personnes en raison de dispositifs anti-évasion.</p> <p>Les établissements comportent des locaux présentant des risques d'incendie, tels que les locaux réservés au sommeil, les ateliers et les cuisines. Bien que le mobilier de cellule réponde à des exigences de réaction au feu, les biens personnels des détenus et le matériel de couchage sont de nature à générer une quantité importante de fumées toxiques.</p> <p>Les établissements pénitentiaires disposent d'un contrôle permanent et d'une surveillance régulière des locaux et des personnes en détention. Le recours à des moyens de communication diversifiés garantit la possibilité de donner rapidement l'alerte.</p> <p>Aussi, la sécurité des personnes dans ces établissements repose sur l'évacuation des seules personnes situées dans le volume sinistré. L'évacuation des personnes situées dans les locaux ou zones adjacentes ne peut intervenir qu'après le regroupement des personnels nécessaires pour assurer leur transfert vers une autre zone de l'établissement, dans de bonnes conditions de sûreté.</p> <p>Pour ces raisons, les principes de sécurité retenus pour les établissements pénitentiaires sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le confinement du feu dans son volume initial ;</li><li>- le renforcement de l'isolement des locaux ou bâtiments à risques ;</li><li>- la mise à l'abri du feu et des fumées des locaux non sinistrés ;</li><li>- la limitation des causes d'incendie ;</li></ul>	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>TITRE I GENERALITES</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- la prise en compte de l'existence d'une surveillance permanente ;</li><li>- l'évacuation de toutes les personnes d'un volume sinistré vers un volume capable de les accueillir et de les mettre à l'abri des effets de l'incendie, sous la conduite du personnel pénitentiaire ;</li><li>- la mise à disposition sur place de moyens de secours suffisants afin de compenser les difficultés d'accessibilité et de faciliter ainsi les interventions ;</li><li>- la sensibilisation et la formation du personnel à la sécurité incendie.</li></ul>	
<b>Article 1</b> Domaine d'application	Les dispositions relatives aux immeubles de grande hauteur ne s'appliquent pas aux établissements pénitentiaires dont le plancher bas du niveau le plus haut est situé à 28 mètres au plus au-dessus du niveau du sol accessible aux engins de secours.	SO
<b>Article 2</b> Classement des locaux	Les locaux situés à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement sont répartis en deux groupes.	
2-1 Locaux du groupe A	Les locaux du groupe A sont les locaux à usage d'hébergement, d'activités socioculturelles, de santé et d'accueil des visiteurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- les cellules et les unités de vie familiale ;</li><li>- les locaux médicaux ;</li><li>- les gymnases et les salles de sports ;</li><li>- les locaux socio-éducatifs ;</li><li>- les parloirs.</li></ul>	PM
2-2 Locaux du groupe B	Les locaux du groupe B sont les locaux du personnel et les locaux dévolus à des activités de travail et de formation des détenus : <ul style="list-style-type: none"><li>- les ateliers de travail et de formation ;</li><li>- les cuisines et locaux associés ;</li><li>- les buanderies ;</li><li>- les locaux administratifs ;</li><li>- les locaux du personnel ;</li><li>- les greffes ;</li><li>- les ateliers d'entretien et de réparation des véhicules ;</li><li>- les locaux destinés au remisage des véhicules ;</li></ul>	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article 3</b> Règles applicables	- les locaux de maintenance ; - les locaux techniques.  Les locaux du groupe A définis à l'article 2-1 sont soumis aux titres Ier et II du présent règlement. Les locaux du groupe B définis à l'article 2-2 sont soumis aux titres Ier et III du présent règlement. Lorsque des règles différentes prévues par le présent règlement sont applicables à des locaux occupant un même bâtiment, les dispositions les plus contraignantes sont applicables.	PM
<b>Article 4</b> Matériaux et éléments de construction		
Classement de réaction ou résistance au feu au moins égal aux classements fixés dans la suite du présent règlement	<b>Les PV de réaction au feu des matériaux seront à nous communiquer pour avis.</b>	S
Matériaux d'isolation en contact direct avec l'air : classement M0 ou A2-s2,d0	Absence de matériaux d'isolation.	SO
<b>Article 12</b> Aménagements intérieurs		
Revêtements de sol des locaux M4 ou Dfl-s1		PM
Revêtements muraux des locaux M2 ou C-s2,d0		PM
Plafonds des locaux M1 ou B-s2,d0		PM
Gros mobilier et agencement principal M3		PM
Revêtements muraux des escaliers et circulations horizontale M1 ou B-s2,d0		PM
<b>Article 20</b> Ascenseurs		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Les ascenseurs ne sont pas considérés comme des moyens d'évacuation		F
Parois des cages d'ascenseurs doivent être coupe-feu de degré une heure (EI 60)		PM
Chaque niveau desservi accessible par une circulation horizontale commune		PM
<b>Article 21</b> Conduits et gaines		
Définitions	Pour l'application du présent règlement, on appelle : - conduit : volume fermé servant au passage d'un fluide déterminé ; - gaine : volume fermé généralement accessible et renfermant un ou plusieurs conduits ; - volet : dispositif d'obturation placé à l'extrémité d'un conduit ; il peut être ouvert ou fermé en position d'attente ; il est à commande automatique ou manuelle ; - clapet : dispositif d'obturation placé à l'intérieur d'un conduit ; il est normalement en position d'ouverture ; - trappe : dispositif d'accès, fermé en position normale ; - coffrage : habillage utilisé pour dissimuler un ou plusieurs conduits, dont les parois ne présentent pas de qualité de résistance au feu et qui ne relie pas plusieurs locaux ou niveaux ; - coupe-feu de traversée d'une gaine ou d'un conduit : temps réel défini par les essais réglementaires pendant lequel une gaine ou un conduit traversant la paroi coupe-feu séparant deux locaux satisfait au critère coupe-feu exigé entre ces deux locaux, compte tenu de la présence éventuelle d'un clapet au sein du conduit (l'essai de clapet étant effectué sous pression de 500 pascals ou, pour les circuits d'extraction d'air, sous pression de service si celle-ci est supérieure à 500 pascals au droit du clapet). Ce critère doit être respecté jusqu'à la prochaine paroi coupe-feu franchie.	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article 22</b> Conformités aux normes - Essais de laboratoires	<p>1. Lorsque la conformité à une norme française ou à une norme européenne non harmonisée est exigée par le présent règlement, cette exigence ne s'applique pas aux produits fabriqués conformément aux normes, spécifications techniques ou procédés de fabrication d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen ou de la Turquie qui permettent d'assurer un niveau de protection contre l'incendie équivalent. Toutefois, un produit peut se voir refuser la mise sur le marché ou être retiré du marché si celui ci n'assure pas ce niveau de protection. Ces décisions sont précédées d'une procédure contradictoire.</p> <p>2. Lorsqu'une certification de produit, telle que l'admission à la marque NF, est exigée par le présent règlement, cette exigence ne s'applique pas aux produits dont l'équivalence du niveau de protection contre l'incendie a été certifiée dans un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen ou de la Turquie. Cette équivalence s'apprécie notamment en termes d'aptitude à l'emploi dans les systèmes de protection contre l'incendie mentionnés dans le présent règlement. L'organisme certificateur doit être accrédité selon la norme NF EN 45 011 par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. Il délivre des attestations de conformité selon les exigences du guide ISO/CEI 65.</p> <p>3. Lorsque des produits sont soumis au marquage CE, tout élément de preuve de conformité autre que celle permettant ce marquage mentionné dans le présent règlement cesse d'être exigible à compter de la date d'entrée en vigueur de cette obligation de marquage. Au cours de la période dite de coexistence pendant laquelle les producteurs peuvent utiliser les spécifications techniques françaises ou les spécifications techniques européennes, la preuve de la conformité de ces produits par référence aux spécifications techniques françaises est admise.</p> <p>4. Lorsqu'ils ont été effectués sur la base d'un référentiel commun, les essais pratiqués par les</p>	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<b>Article 24</b> Vérifications	<p>laboratoires d'autres Etats membres de la Communauté européenne ou d'Etats parties à l'accord instituant l'Espace économique européen ou de la Turquie, accrédités selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation sont acceptés au même titre que les essais pratiqués par les laboratoires français agréés.</p> <p>Les équipements et installations techniques sont vérifiés pendant la construction et préalablement à l'ouverture par une personne ou un organisme agréé dans les conditions prévues à l'article R. 123-43 du code de la construction et de l'habitation (CCH).</p> <p>Outre les opérations de maintenance et d'entretien qui incombent à l'exploitant, les équipements et installations techniques visés au présent arrêté sont vérifiés tous les cinq ans par un organisme ou une personne agréée. Les installations de détection automatique d'incendie sont vérifiées tous les trois ans dans les mêmes conditions. Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est remis à la personne responsable du respect des règles de sécurité.</p>	PM
<b>TITRE II</b> <b>DISPOSITIONS PARTICULIERES</b> <b>APPLICABLES AUX LOCAUX A</b> <b>USAGE D'HEBERGEMENT,</b> <b>D'ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES,</b> <b>DE SANTE ET D'ACCUEIL DES</b> <b>VISITEURS</b>		
<b>Article 25</b>	Les dispositions du titre II sont applicables en complément des dispositions du titre I aux locaux du groupe A.	PM
<b>Article 26</b> Eléments porteurs verticaux		
Stables au feu 1 heure (R60)		PM
Elements porteurs en façade ou en pignon stables au feu 1 heure uniquement vis-à-vis d'un feu	Les éléments porteurs verticaux situés en façade ou en pignon des bâtiments doivent présenter ce	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
intérieur	degré de stabilité uniquement vis-à-vis d'un feu se développant depuis l'intérieur du bâtiment dans les conditions d'un essai prévu par les arrêtés pris en application de l'article R. 122-5 du code de la construction et de l'habitation. Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux éléments de charpente des toitures.	
<b>Article 27</b> Planchers		
Coupe feu 1 heure (REI 60)	Cette prescription ne s'applique pas : - aux planchers situés au-dessus d'un vide sanitaire non accessible ; - aux planchers hauts, aux faux planchers ou plafonds du dernier niveau habitable lorsque les parois verticales de l'enveloppe, visées à l'article 28 ci-après, sont prolongées jusqu'à la couverture du bâtiment.	PM
<b>Article 28</b> Parois		
Parois verticales coupe feu 1/2 heure (REI30) à l'exclusion des façades		PM
Blocs portes palières desservant les unités de vie familiale pare flamme 1/4 h (E15)		PM
<b>Article 33</b> Enveloppe		
Parois des cellules en matériau M0 ou A2-s1,d0		PM
<b>Article 34</b> Réaction au feu des locaux d'hébergement et particuliers		
Revêtements de sol M2 ou Bfl-s1		PM
Revêtements muraux M0 ou A2-s2,d0		PM
Plafonds M0 ou A2-s2,d0		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Gros mobilier et agencement principal des locaux d'hébergement M1		PM
<b>Article 35</b> Locaux particuliers		
Locaux concernés	- salles d'activités socioculturelles des unités d'hébergement du groupe A quand elles sont utilisées pour le travail pénitentiaire; - bibliothèques centrales d'une surface supérieure à 100 m <sup>2</sup> ; - locaux de stockage de pharmacies centrales d'une surface supérieure à 50 m <sup>2</sup> .	PM
<b>Article 48</b> Conduits et gaines traversant des murs ou des planchers	Principes (3 méthodes possibles)	
Emploi de conduits et gaines assurant un " coupe-feu de traversée " d'une durée au moins égale au degré de résistance au feu de la paroi traversée avec un maximum de 60 minutes		PM
Utilisation de dispositifs d'obturation ayant obtenu un avis favorable du comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger incendie (CECMI)		PM
Respect des dispositions ci dessous		PM
<b>Article 49</b> conduits et gaines mettant en communication des niveaux différents	Les conduits mettant en communication des niveaux différents ne sont pas nécessairement incorporés dans une gaine lorsqu'ils sont situés dans les locaux ou des circulations horizontales communes et réalisés en matériaux incombustibles ou de catégorie A1, ou en PVC M1 avec renforcement, d'un diamètre au plus égal à 125 mm et à condition que l'espace libre autour des conduits à chaque niveau soit rebouché sur toute l'épaisseur du plancher par des matériaux incombustibles ou de catégorie A1.	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article 50</b> Conduits et gaines mettant en communication des niveaux différents	Les conduits, y compris les calorifugeages éventuels, réalisés en matériaux de catégorie M1 ou BL - s2, d0 (BL - s3, d0 pour l'isolation), les canalisations constamment en charge d'eau réalisées en matériaux M4 ou D - s3, d0, les canalisations à passage d'eau intermittent réalisées en matériaux de catégorie M1 ou B - s2, d0, d'un diamètre au plus égal à 125 mm peuvent être contenus dans un coffrage. Le recoupement du coffrage est obligatoire à tous les niveaux. Il doit être réalisé en matériaux incombustibles ou de catégorie AI, occupant sur toute l'épaisseur du plancher la totalité de l'espace restant libre autour des conduits.	PM
<b>Article 51</b> Conduits et gaines mettant en communication des niveaux différents	Les conduits, y compris les calorifugeages éventuels, réalisés en matériaux des catégories M2 à M4 ou C - s2, d0 à D - s3, d0 doivent, sauf exception visée à l'article 52 ci-après, être contenus dans une gaine dont les parois sont coupe-feu de degré une demi-heure (EI 30), que le feu se situe à l'intérieur ou à l'extérieur de la gaine. Les trappes et portes de visites aménagées dans ces gaines doivent être coupe-feu de degré 1/4 d'heure (EI 15) si leur surface est inférieure à 0,25 m2, une demi-heure au-delà (EI 30). Le recoupement de la gaine est obligatoire au niveau du plancher haut du sous-sol et au niveau du plancher haut des locaux techniques. Ce recoupement doit être réalisé en matériaux incombustibles ou de catégorie A1.	PM
<b>TITRE III</b> <b>DISPOSITIONS PARTICULIERES</b> <b>APPLICABLES AUX LOCAUX DU</b> <b>PERSONNEL ET LOCAUX DEVOLUS</b> <b>A DES ACTIVITES DE TRAVAIL ET</b> <b>DE FORMATION DES DETENUS</b>	En complément des dispositions du titre 1er les dispositions de ce titre s'appliquent aux locaux du groupe B définis à l'article 63	
<b>Article 62</b>	Les dispositions du titre III sont applicables en complément des dispositions du titre I aux locaux du groupe B.	PM
<b>Article 63</b> Locaux particuliers	A isoler par murs CF 2h ou REI 120 ou EI 120 et des portes CF 1 heure ou EI 60 .	PM
Locaux concernés	- armureries;	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Art 67</b> Réaction au feu des revêtements des locaux particuliers	<ul style="list-style-type: none"><li>- ateliers de reprographie;</li><li>- locaux de conservation de documents informatiques;</li><li>- lingerie centrales d'une surface supérieure à 50 m2;</li><li>- dépôts contenant au moins 150 litres de produits inflammables;</li><li>- ateliers d'entretien et de réparation;</li><li>- ateliers de production ou de formation;</li><li>- locaux techniques.</li></ul>	
Revêtements de sol M2 ou Bfl-s1		PM
Revêtements muraux M0 ou A2-s2,d0		PM
Plafonds M0 ou A2-s2,d0		PM



## 2.6 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

**Article R. 111-19-5 du Code de la construction et de l'habitation et Arrêté du 29 octobre 2016 - Accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires existants**

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Article R. 111-19-5 du CCH DOMAINE D'APPLICATION</b>	Cet article du CCH précise que les établissements pénitentiaires suivent des prescriptions spécifiques qui sont édictées par l'arrêté du 29 décembre 2016. Elles s'appliquent pour toutes les constructions existantes.	
Définition (art. 2 de l'arrêté du 29/12/16)	Les établissements pénitentiaires sont les établissements affectés à l'exécution des peines tels que définis aux articles D. 70 à D. 72-1 du code de procédure pénale.	F
Locaux visés (art. 1 de l'arrêté du 29/12/2016)	Les locaux visés par la présente réglementation sont les zones extérieures et intérieures de l'établissement dans lesquelles circulent des visiteurs, des personnes détenues et des personnels (à l'exception des cas précisés ci-après).	F
Locaux non visés (art. 1 de l'arrêté du 29/12/2016)		
<b>Situés hors de l'enceinte pénitentiaire</b>	Les locaux situés hors de l'enceinte pénitentiaire sont soumis aux dispositions du droit commun c'est à dire aux articles R. 111-19-1 à R. 111-19-4 du CCH et à l'arrêté du 20 avril 2017.	SO
<b>Destinés uniquement au personnel pénitentiaire ou aux partenaires institutionnels</b>	Les locaux exclusivement réservés au personnel pénitentiaire et aux partenaires institutionnels sont soumis à la réglementation du code du travail.	SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>ARRETE DU 29 DECEMBRE 2016</p> <p>GENERALITES</p> <p><u>Dérogations obtenues</u></p>	<p>Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des bâtiments pénitentiaires existants et de leurs abords doivent satisfaire aux obligations définies aux articles 9 à 21 de l'arrêté du 29 décembre 2016.</p> <p>Il est à noter que certains points de la réglementation, visant notamment les handicaps sensoriels, ne font pas encore l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis correspondants portés au présent rapport sont donc établis selon l'appréciation propre du contrôleur, au vu des dispositions présentées, sans préjuger d'interprétation contraire.</p> <p>Nous attirons votre attention sur les valeurs dimensionnelles indiquées dans le présent rapport qui sont des valeurs limites : minimales (exemple: largeur de passage, etc.) ou maximales (exemple : degré des pentes, etc.). En conséquence, <b>nous conseillons d'intégrer une tolérance à la conception pour tenir compte des aléas de la réalisation afin d'être assuré du respect de ces valeurs limites réglementaires à l'issue de l'exécution.</b> Nous rappelons que seule la mesure sur l'ouvrage fini comptera.</p> <p><b>L'accord de la commission d'accessibilité sur les dérogations demandées devra nous être communiqué.</b></p>	<p>S</p> <p>S</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<u>Dispositions relatives aux espaces</u>	Les dispositions relatives aux espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manœuvre de porte, l'espace d'usage devant les équipements ne s'appliquent pas: - pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant; - dès lors que l'accès au bâtiment ne permet pas à une personne en fauteuil roulant de le franchir.  <b>Impossibilité d'accès au bâtiment si l'espace entre le bord de la chaussée et l'entrée de l'établissement présente à la fois une largeur de trottoir inférieure ou égale à 2,8 m, une pente longitudinale de trottoir supérieure ou égale à 5 % et une différence de niveaux d'une hauteur supérieure à 17 cm entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment : dérogation à solliciter pour motif d'impossibilité technique avérée (décision du Conseil d'Etat du 06/07/2016).</b>	PM
<b>Art. 9 CHEMINEMENTS EXTERIEURS</b>	Le cheminement extérieur doit permettre d'assurer une continuité dans la chaîne des déplacements, depuis l'accès au terrain jusqu'à l'entrée du ou des bâtiments.	
<u>Repérage et guidage</u>		
<b>Signalisation adaptée</b>	Les éléments de signalisation doivent répondre aux exigences définies à l'annexe 3 de l'arrêté du 29/12/2016.	
A l'entrée du domaine pénitentiaire		PM
A proximité des places de stationnement pour les visiteurs		PM
A chaque choix d'itinéraire du cheminement accessible		PM
<b>Revêtement de sol du cheminement</b>		
Soit un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement		PM
Soit un repère continu et tactile sur toute sa longueur et visuellement contrasté		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
<b>Profil en long</b>		
Horizontal et sans ressaut		PM
Si dénivellation, le plan incliné $\leq 6\%$ (tolérances : pente $\leq 10\%$ sur une longueur $\leq 2$ m et pente $\leq 12\%$ sur une longueur $\leq 0,50$ m)		PM
Ressauts		
$\leq 2$ cm ou $\leq 4$ cm avec une pente sur toute la hauteur de 33 %		PM
A bord arrondi ou muni d'un chanfrein		PM
<b>Profil en travers</b>		
Largeur $\geq 1,20$ m, hors obstacles		PM
Rétrécissement ponctuel : largeur $\geq 0,90$ m sur une faible longueur		PM
Dévers $\leq 3\%$		PM
<b>Espaces à aménager le long du cheminement</b> (horizontaux au dévers près de 2%)		
Espace de manoeuvre - demi-tour :		
<i>Devant les portes d'entrées accessibles comportant un système de contrôle d'accès</i>		PM
Espace d'usage : devant chaque équipement ou aménagement		PM
<u>Sécurité d'usage</u>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Trous ou fentes avec une largeur ou diamètre $\leq 2$ cm	Les parcs de stationnement dépendant de l'établissement pénitentiaire à l'usage des visiteurs doivent comporter des places de stationnement adaptées et localisées à proximité de l'entrée et reliées par un cheminement accessible (conforme à l'article 9 ou à l'article 13).	PM
Si le cheminement est bordé à une distance $< 0,90$ m par une rupture de niveau $> 0,40$ m, alors nécessité d'un dispositif de protection		F
<b>Art. 10</b> <b>STATIONNEMENT AUTOMOBILE</b>		
<u>Nombre (arrondi à l'unité supérieure)</u>		
2 % du nombre de places prévues pour les visiteurs		F
<u>Repérage de chaque place adaptée</u>		
<b>Marquage au sol + signalisation verticale</b>		PM
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Place horizontale au dévers $\leq 2\%$		PM
Largeur $\geq 3,30$ m et longueur $\geq 5$ m		PM
<u>Atteinte et usage</u>		
Les places doivent permettre à un usager en fauteuil roulant de quitter l'emplacement une fois le véhicule garé		F
<b>Art. 11</b> <b>ACCES A L'ETABLISSEMENT</b>	Le niveau d'accès principal au bâtiment doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.	



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<u>Accès horizontal et sans ressaut</u>		F
<u>Rampe par ordre de préférence</u>		
<b>- une rampe inclinée permanente ou posée avec emprise sur le domaine public. L'espace d'emprise permet alors les manœuvres d'accès d'une personne en fauteuil roulant</b>		F
<b>Art. 13 LOCAUX COMMUNS</b>	Les usagers handicapés doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux communs. Ils doivent également pouvoir repérer, atteindre et utiliser tous les équipements, mobiliers et dispositifs de commande et de service qui y sont situés.	
<u>Portes : largeur <math>\geq 0,90</math> m (passage utile <math>\geq 0,83</math> m vantail ouvert à 90°)</u>		PM
<u>Atteinte et usage</u>		
<b>Nombre de locaux individuels accessibles :</b> au moins 1 % du nombre total de chaque type	Il s'agit des parloirs côté personnes détenues et visiteurs, locaux de fouille des personnes détenues, boxes d'attente des locaux médicaux, etc. dont au moins 1 % de chaque type doit être aménagé pour permettre l'accueil d'une personne handicapée.	PM
<b>Art. 15 REVETEMENTS DES SOLS, MURS ET PLAFONDS</b>		
<b>Revêtements et équipements au sol :</b> permettent une circulation aisée et sûre		F
<b>Aire d'absorption équivalente des matériaux situés dans les parloirs et les circulations les desservant :</b> représente au moins 25% de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil et à l'attente des visiteurs	<b>Les fiches techniques avec les qualités acoustiques des revêtements et éléments absorbants participant au confort phonique des parloirs et des circulations les desservant seront à nous transmettre.</b>	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Art. 16 PORTES, PORTIQUES ET SAS</b>	Sont concernées toutes les portes dans ou donnant sur les parties communes.	
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
<b>Portes (locaux avec <math>\geq 100</math> personnes)</b>		
Largeur passage utile $\geq 1,20$ m		PM
Si vantaux, largeur $\geq 0,80$ m (passage utile $\geq 0,77$ m)		PM
<b>Portes (locaux avec <math>&lt; 100</math> personnes)</b>		
Largeur $\geq 0,80$ m (passage utile $\geq 0,77$ m)		PM
<b>Espace de manoeuvre de type porte</b>		
Devant chaque porte sauf pour celles ouvrant uniquement sur un escalier ainsi que celles exclusivement manoeuvrées par les services pénitentiaires		PM
<u>Atteinte et usage</u>		
<b>Portes ou leur encadrement et poignées</b>		
Contraste visuel par rapport à leur environnement		PM
<b>Porte à ouverture automatique :</b>		
Durée d'ouverture assez longue pour le passage d'une PMR, détection des personnes de toute taille		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Art. 18 SANITAIRES</b>		
<u>Nombre</u>		
<b>Zones accessibles aux visiteurs :</b> au moins 1 cabinet d'aisances aménagé et un lavabo accessible		F
<b>Zones accessibles aux détenus :</b> au moins 1 cabinet d'aisances aménagé et un lavabo accessible		F
<b>Situés au même emplacement que les autres ou à défaut signalés</b>		F
<b>Divers accessoires: miroirs, distributeur de savon, sèche mains, alors 1 de chaque accessible</b>		PM
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
<b>Espace d'usage :</b> accessible par une personne en fauteuil roulant et situé latéralement à la cuvette en dehors du débattement de porte	<b>Un espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m doit être présent au droit de la cuvette. Non présent sur certains sanitaires.</b>	D
<b>Espace de manoeuvre (demi-tour) :</b> à l'intérieur du cabinet d'aisances (à défaut à l'extérieur devant la porte ou à proximité de celle-ci)		PM
<u>Atteinte et usage</u>		
<b>Le cabinet d'aisances adapté comporte :</b>		
Dispositif de fermeture de la porte		F
Lave-mains : plan supérieur à une hauteur < = 0,85 m		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Surface assise de la cuvette : hauteur comprise entre 0,45 et 0,50 m (abattant inclus)		PM
Barre d'appui latérale :  <i>Hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m</i>		PM
<i>Fixation supporte le poids d'un adulte</i>		PM
<b>Lavabo adapté :</b>		
Espace vide en partie inférieure : profondeur > = 0,30 m, largeur > = 0,60 m et hauteur > = 0,70 m		PM
Accessibilité en position assise de la robinetterie		PM
<b>Art. 21 CELLULES</b>		
<u>Nombre minimal de cellules adaptées (arrondi à l'unité supérieure)</u>		
<b>Capacité d'accueil &gt; 100 personnes = 1 + 1 par tranche ou fraction de 100 places au-delà de 100</b>		PM
<b>Situées aux niveaux accessibles</b>		F
<u>Atteinte et usage</u>		
<b>Poignée de la porte d'entrée (côté extérieur)</b>		
Facilement préhensible		PM
Extrémité à une distance >= 0,40 m d'un angle rentrant de paroi ou d'un		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
obstacle		
<b>Verrou de confort</b> à une distance $\geq 0,30$ m d'un angle rentrant de paroi ou d'un obstacle		PM
<b>Poignée de la fenêtre</b>		PM
<b>Hébergement :</b> hors débattement de la porte et de l'emprise d'un lit (dimensions pénitentiaires standard) :		PM
<b>Salle d'eau</b>		
Dans chaque cellule adaptée		F
Espace de manœuvre demi-tour en dehors du débattement des portes et des équipements fixes		F
Inclut une douche accessible dont le siphon de sol n'excède pas 2 cm de hauteur		F